

MARCHES PUBLICS DE MAITRISE D'OEUVRE

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES

(C.C.P.)

Personne publique : CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE POITIERS

2 rue de la Milétrie

CS 90577

86021 POITIERS CEDEX

Cahier des Clauses Particulières numéro : n°25S008 du 21/01/2025

Établi en application du Code de la Commande Publique (ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 et décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018)

**Maîtrise d'œuvre concernant la réparation de la passerelle de liaison
entre le pôle régional de cancérologie et la tour Jean Bernard.**

La procédure de consultation utilisée est la suivante :
**Marché à procédure adaptée en application des articles L 2123-1, L 2124-3 et R 2123-1
du code de la commande publique.**

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES

SOMMAIRE

C.C.P. n°25S008 du 21/01/2025

Article 1	Objet et durée du marché	4
1.1	Objet.....	4
1.2	Décomposition du marché.....	4
1.2.1	Tranches.....	4
1.2.2	Lots	4
1.3	Forme et durée du marché.....	4
1.3.1	Forme.....	4
1.3.2	Durée et reconduction.....	4
1.4	Intervenants.....	4
1.4.1	Conduite d'opération.....	4
1.4.2	Contrôle technique	4
1.4.3	Coordination Sécurité - Protection de la santé	4
1.4.4	Coordination des systèmes de sécurité incendie (C.S.S.I.).....	5
1.5	Sous traitance	5
1.6	Co-traitance	6
1.7	Marché négocié de prestation similaire	6
Article 2	Documents contractuels.....	6
Article 3	Décomposition en phases et délais	7
Article 4	Exécution de la mission de maîtrise d'œuvre	7
4.1	Exécution de la mission de maîtrise d'œuvre jusqu'à la passation des marchés de travaux	7
4.2	Exécution de la mission de maîtrise d'œuvre après la passation des marchés de travaux	8
Article 5	Opérations de vérifications - décisions après vérifications	9
Article 6	Garantie contractuelle.....	9
Article 7	Retenue de garantie	9
Article 8	Modalités de détermination des prix.....	9
8.1	Répartition des paiements.....	9
8.2	Contenu des prix	10
8.3	Prix de règlement.....	10
8.4	Application de la taxe à la valeur ajoutée	10
Article 9	Avance	10
Article 10	Remboursement de l'avance	10
Article 11	Acomptes et paiements partiels définitifs	11
11.1	Décomposition du forfait en partie d'éléments	11
11.2	Décompte final	11
11.3	Décompte général - État du solde.....	12
Article 12	Paiement - établissement de la facture.....	12
12.1	Mode de règlement	12
12.2	Présentation des demandes de paiement.....	12
12.3	Paiement des cotraitants	13
12.4	Paiement des sous-traitants.....	13

12.5	Intérêts moratoires	13
Article 13	Clauses techniques.....	13
13.1	dossier-projet (PRO).....	14
13.2	Dossier de consultation des entreprises (DCE)	14
13.3	Analyses des offres (ACT)	14
13.4	Phase Chantier (DET)	14
13.4.1	Direction de l'exécution des travaux.....	14
13.4.2	Assistance au MO pour la réception des travaux (AOR).....	14
Article 14	Dispositions applicables en cas de titulaire étranger.....	14
Article 15	DELAIS - PENALITES POUR RETARD	14
15.1	Dispositions générales	14
15.2	Délais – Pénalités phase « Etudes »	15
15.3	Pénalités de retard.....	15
15.4	Pénalités diverses	15
15.4.1	Pénalités pour dépassement du seuil de tolérance.....	15
15.4.2	Absences aux réunions.....	15
15.4.3	Pénalités pour retard dans la remise d'un rapport ou de tout autre document demandé par le Maître d'Ouvrage	15
15.4.4	Pénalités pour deux ajournements successifs de réception des prestations	16
15.4.5	Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs.....	16
15.4.6	Défaillance dans la mise en œuvre des opérations de réception.....	16
15.4.7	Pénalités durant l'année de parfait achèvement des travaux	16
15.4.8	Pénalités pour non-levées des réserves.....	16
Article 16	Dispositions diverses	17
16.1	Assurance.....	17
16.1.1	Responsabilité Civile (en cours de chantier, professionnelle et après livraison).....	17
16.1.2	Responsabilité Décennale	17
16.1.3	Attestation d'assurance	17
16.2	Logiciels	18
16.3	Notification électronique.....	18
16.4	Protection des données	18
Article 17	Règlement des litiges.....	19
17.1	Règlement amiable	19
17.2	Règlement contentieux	20
Article 18	Résiliation	20
Article 19	Modification de l'accord cadre-clause de réexamen	20
Article 20	Obligations du titulaire	21
20.1	Protection de la main d'œuvre et des conditions de travail	21
20.2	Modification des données administratives	21
20.3	Protection contre l'amiante	21
20.4	Droit d'exclusivité.....	21
20.5	Clause de discrétion.....	21
Article 21	Dérogations aux documents généraux.....	22

Article 1 Objet et durée du marché

1.1 Objet

Le marché régi par le présent cahier des clauses particulières est un marché de maîtrise d'œuvre concernant la réparation structurelle de la passerelle de liaison entre le pôle régional de cancérologie et la tour Jean Bernard.

La mission portera sur les réparations structurelles de la passerelle et l'adaptation du clos couvert et des corps d'état secondaires nécessaire pour cela.

Les solutions structurelles devront tenir compte :

- de la fonctionnalité des quais logistiques à l'issue des travaux
- de la fonctionnalité des passerelles pendant les travaux

La solution structurelle de réparation de la passerelle sera la ligne conductrice des travaux à réaliser. En fonction de cette solution déclinons les travaux de réparation du clos et couvert et des corps d'état secondaires.

La réparation structurelle de la passerelle est la cause de ces travaux, elle est également financièrement et techniquement prépondérante sur l'ensemble de l'opération.

Les dévoiements des réseaux nécessaires devront être identifiés par la maîtrise d'œuvre mais seront traités par le CHU dans le cadre des accords-cadres ou autre.

La mission comprend les demandes d'autorisation de travaux ou autres démarches administratives nécessaires.

Le groupement de maîtrise d'œuvre devra être composé à minima d'un bureau d'étude spécialisé en structure et d'un architecte ou groupement d'architecte (présence obligatoire d'un architecte inscrit à l'Ordre des architectes ou possédant un diplôme reconnu au titre de la directive n° 85-384 CEE du 10 juin 1985).

Les travaux sur le clos et couvert découlant de la solution de réparation structurelle qui sera définie par le bureau d'études structures, il est souhaitable que le mandataire du groupement soit le BE structure.

1.2 Décomposition du marché

1.2.1 Tranches

Il n'est pas prévu de décomposition en tranche.

1.2.2 Lots

Les prestations objet de la consultation ne sont pas alloties.

1.3 Forme et durée du marché

1.3.1 Forme

La consultation donne lieu à un marché public.

1.3.2 Durée et reconduction

Le marché est conclu pour une durée allant de sa date de notification jusqu'à l'exécution complète de la prestation.

1.4 Intervenants

1.4.1 Conduite d'opération

La conduite d'opération est assurée par la Direction des Constructions, du Patrimoine et de la Transition Ecologique du Centre Hospitalier Universitaire de Poitiers, représentée par Sandra MOITY, Ingénieur Grands Projets.

1.4.2 Contrôle technique

Conformément à l'article R.125-17 du Code de la Construction et de l'Habitation, pour l'exécution de l'opération, le maître de l'ouvrage est assisté d'un contrôleur technique agréé, avec lequel le maître d'œuvre a l'obligation de coopérer.

La mission de Contrôle technique est assurée par la société SOCOTEC dont les coordonnées sont les suivantes : Pôle construction & immobilier Poitou-Charentes ZAE République III – 10 rue Jean-Baptiste Boussingault - 86000 POITIERS (☎05 49 47 55 66).

Le contrôleur technique réalisera les missions : L+S+LE+AV

Le maître d'œuvre doit tenir compte à ses frais de l'ensemble des observations du contrôleur technique, que le maître de l'ouvrage lui aura notifié pour exécution, afin d'obtenir un accord sans réserve tant au stade des études que de la réalisation de l'ouvrage. Il reprend ses études chaque fois que de besoin dans ce cadre, sans pouvoir prétendre à un supplément de prix de ce fait.

Le maître d'œuvre fait connaître au contrôleur technique la suite donnée à ses avis et observations.

1.4.3 Coordination Sécurité - Protection de la santé

La mission de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs est réalisée en interne.

Mise en place d'un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS).

La société titulaire devra tenir compte des règles d'Hygiène et Sécurité de l'établissement et appliquer les mesures de prévention en vigueur.

Avant son intervention sur site, la société titulaire devra rencontrer le Préventeur du CHU pour la rédaction du plan de prévention qui sera signé par les 2 parties.

Le Plan de prévention (P.P.) définira les règles d'hygiène et de sécurité à respecter durant la réalisation de cette opération sera rédigé, par le préventeur de l'établissement : Mr ROZE Stéphane.

Le maître d'œuvre doit tenir compte à ses frais de l'ensemble des observations du C.S.P.S., que le maître de l'ouvrage lui aura notifié pour exécution afin d'obtenir un accord sans réserve tant au stade des études que de la réalisation de l'ouvrage. Il reprend ses études chaque fois que de besoin dans ce cadre, sans pouvoir prétendre à un supplément de prix de ce fait.

Le maître d'œuvre fait connaître au coordonnateur sécurité la suite donnée à ses avis et observations.

Coordonnées du coordonnateur Sécurité Protection de la Santé du CHU de Poitiers :

M. Stéphane ROZE

CHU de POITIERS – AGORA DIRECTION

2 rue de la Milétrie

CS 90577

86021 POITIERS cedex

☎ 05 49 44 48 69

Fax 05 49 44 45 71

Courriel : stephane.roze@chu-poitiers.fr

1.4.4 Coordination des systèmes de sécurité incendie (C.S.S.I.)

Cette mission sera confiée à M. Sébastien SIROT, coordonnateur des systèmes de sécurité incendie, du CHU de Poitiers (☎ 05 49 44 38 75).

1.5 Sous traitance

Le Maître d'œuvre, ou un membre du groupement de Maîtrise d'Œuvre, peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants par le Maître d'ouvrage et de l'agrément par lui des conditions de paiement de chaque sous-traitant.

Toutefois, en application de l'article L. 2193-3 du code de la commande publique, les prestations suivantes du marché doivent être effectuées directement par l'un des membres du groupement titulaire :

- L'architecte ne peut ni prendre ni donner en sous-traitance la mission définie à l'alinéa 2 de l'article 3 de la loi no 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture, conformément à l'article 37 du code de déontologie des architectes.

Les conditions de l'exercice de cette sous-traitance sont définies à l'Article 3.6 du CCAG-MOE.

Lorsque le titulaire, ou un membre du groupement titulaire le cas échéant, a l'intention de sous-traiter une partie de sa mission après attribution du marché, il doit au préalable obtenir du maître de l'ouvrage l'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

L'acceptation et l'agrément des conditions de paiement sont obtenus conformément aux dispositions de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance, et aux articles R2193-1 à R2193-9 du Code de la Commande Publique.

Le titulaire doit en conséquence transmettre au représentant du pouvoir adjudicateur une déclaration mentionnant :

- La DC4 complétée et signée
- La description détaillée des tâches confiées au sous-traitant
- La DC2 : y inscrire ou annexer notamment le descriptif des moyens techniques, humains et financiers de l'entreprise sous-traitante
- L'attestation de vigilance URSSAF aussi appelée « attestation de fourniture des déclarations sociales et paiement des cotisations et contributions sociales »
- L'attestation de régularité fiscale (impôt) du sous-traitant
- Les attestations relatives au paiement des cotisations aux caisses pour les congés payés, le chômage, ainsi qu'aux caisses retraite et prévoyance

- L'extrait K-Bis
- Les références des prestations effectuées par la société sous-traitante sur les 6 derniers mois et plus ou moins de même nature
- Les attestations d'assurances professionnelle et civile décennale valables pour l'année en cours.
- L'organigramme des personnels affectés à la prestation avec les fonctions de chacun et identification précise sur cet organigramme
- Le RIB
- Pour les personnels travaillant pour une société étrangère et mis à disposition d'une entreprise française, la copie de la déclaration de détachement remise à l'inspection du travail.

Il remet également une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

Le titulaire établit en outre qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant du marché ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant, en produisant soit l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité du marché qui lui a été délivré, soit une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement des créances.

L'agrément se matérialise par la notification de l'acte de sous-traitance via la plateforme de dématérialisation PLACE.

En cas de groupement, la demande d'acceptation du sous-traitant et d'agrément de ses conditions de paiement doit être présentée et signée par le mandataire et doit porter également la signature du membre du groupement qui sous-traite.

Toute modification des prestations sous-traitées et de leur montant doit impérativement donner lieu à la modification de l'acte spécial, conformément aux dispositions des articles R2193-5 à R2193-8 du Code de la Commande Publique. A défaut, la modification est inopposable au pouvoir adjudicateur.

1.6 Co-traitance

La bonne exécution des prestations dépendant essentiellement des cotraitants désignés comme tels dans l'acte d'engagement et constituant le groupement titulaire du marché, les stipulations de l'article 3.4.3 du C.C.A.G-MOE sont applicables à l'ensemble des membres du groupement. Ces derniers désignent chacun une personne nommément responsable, conformément à leur offre.

1.7 Marché négocié de prestation similaire

Conformément à l'article R2122-7 du code de la commande publique, un marché négocié sans publicité ni mise en concurrence pourra être passé avec le titulaire du marché, dans les trois années suivant la notification du marché initial, pour des travaux similaires.

Article 2 Documents contractuels

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-MOE, le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous, ils prévalent dans l'ordre de priorité suivant :

- L'acte d'engagement, le tableau de missions et répartitions d'honoraires et autres annexes éventuelles, dans la version résultant des dernières modifications éventuelles opérées par avenant ;
- Le présent Cahier des Clauses Particulières (CCP) dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'administration fait seul foi et ses annexes ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de maîtrise d'oeuvre (CCAG-MOE) - Arrêté au 30 mars 2021 ;
- Diagnostic structurel Dalles béton armé et voile béton ;
- Le Cahier des Clauses Générales d'Intervention (CCGI), dont l'exemplaire original conservé dans les archives du maître de l'ouvrage fait seul foi ;
- Le Cahier des Exigences Techniques Standards (C.E.T.S.) version 7.
- Le compte rendu et documents remis dans le cadre des négociations, le cas échéant ;
- Le mémoire technique et méthodologique du titulaire.

Le maître d'œuvre devra par ailleurs respecter, pour l'exécution des missions DET, VISA/EXE et AOR, notamment dans ses rapports avec les entreprises, les dispositions du CCAG travaux en vigueur portant approbation du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux, et, le cas échéant, les dispositions des cahiers des clauses administratives particulières des marchés publics de travaux. Il veillera en particulier à respecter strictement les procédures et délais décrits dans ces pièces, en tant qu'elles le concernent ou lui sont opposables. Il en supportera les conséquences, notamment onéreuses, en cas de non-respect.

Le titulaire déclare bien connaître les pièces. Celles-ci, bien que non jointes matériellement au marché, sont réputées en faire partie intégrante. Le titulaire ne pourra donc en invoquer l'ignorance pour se soustraire aux obligations qui y sont contenues.

Les modalités, propres au titulaire, qui pourraient être mentionnées sur les documents annexés à l'acte d'engagement, notamment les conditions générales de ventes, et contradictoires avec les documents contractuels (CCP et CCAG-MOE) ne s'appliqueront pas au présent marché.

Article 3 Décomposition en phases et délais

Le présent marché confie aux titulaires une mission de base de maîtrise d'œuvre telle que définie aux articles L2171-7 du CCP, D2171-4 à D2171-14 du code de la commande publique.

Eléments de mission	Documents à remettre	Point de départ	Achèvement
PROJET (PRO)	Dossier projet	Notification du marché de MOE	Présentation du projet à la maîtrise d'ouvrage
Assistance à la passation des Contrats de Travaux (A.C.T.)	Etablissement du Dossier Consultation Entreprises (DCE)	Date de notification de la décision de validation du projet	Date de remise du D.C.E. complet et définitif à la maîtrise d'ouvrage
	Dossiers marchés de travaux	Délai de la procédure de mise en concurrence	Date de présentation du rapport d'analyse des offres à la maîtrise d'ouvrage
Direction de l'Exécution des Travaux (D.E.T.)	Visa acomptes mensuels de travaux	Transmission de l'élément	Transmission au Maître Ouvrage
	Visa décompte général des travaux		
	Analyse réclamation de l'entreprise		
VISA des études d'exécution réalisées par les entreprises	Visa des documents produits par les entreprises	Date de la remise des documents par entreprises	Date de la transmission des documents visés
Assistance aux Opérations de Réception (A.O.R.)	Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE)	Date de la notification des décisions de réception	Date de la remise des dossiers des ouvrages exécutés définitifs et complets
	PV des opérations de réception et de levée des réserves		

Par dérogation à l'article 27 du CCAG MOE, le maître d'ouvrage peut résilier le présent marché à l'issue de chacune des phases, sans que le titulaire ne puisse prétendre à aucune indemnité.

Article 4 Exécution de la mission de maîtrise d'œuvre

4.1 Exécution de la mission de maîtrise d'œuvre jusqu'à la passation des marchés de travaux Coût prévisionnel des travaux

A chaque étape des études les concepteurs devront rester dans le cadre de l'enveloppe prévisionnelle fixée par le Maître d'Ouvrage.

Le Maître d'œuvre s'engage, quoi qu'il en soit, à respecter le coût prévisionnel définitif des travaux, arrêté au stade de du dossier PRO.

Si le coût prévisionnel de réalisation proposé par le maître d'œuvre au moment de la remise des prestations de cet élément est supérieur à l'enveloppe financière arrêtée par le maître de l'ouvrage au stade de la note programmatique détaillée, augmentée du seuil de tolérance visé à l'article 8.3 « prix du règlement » ci-après, le maître de l'ouvrage peut refuser de réceptionner les prestations, et demander au maître d'œuvre, qui s'y engage, de reprendre gratuitement ses études pour aboutir à un projet compatible avec l'enveloppe financière.

Après réception de l'Avant-Projet Définitif par le maître de l'ouvrage, le coût prévisionnel définitif arrêté sera notifié au Maître d'œuvre et arrêté par voie d'avenant.

Le coût prévisionnel définitif se substitue au coût prévisionnel provisoire. Cette substitution fera l'objet de l'avenant précité.

Le maître d'œuvre s'engage à le respecter sous réserve des sanctions prévues au seuil de tolérance ci-après.

Conditions économiques d'établissement des prix

Le coût prévisionnel des travaux est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois m0 (m0 Travaux) fixé dans le programme.

Tolérance sur le coût prévisionnel des travaux

Le coût prévisionnel des travaux est assorti d'un taux de tolérance de 5%.

Seuil de tolérance

Le seuil de tolérance est égal au coût prévisionnel des travaux, majoré du produit de ce coût par le taux de tolérance fixé à 5% « Tolérance sur le coût prévisionnel des travaux ».

L'avancement des études permet au maître d'œuvre lors de l'établissement des prestations de chaque élément de vérifier que le projet s'inscrit dans le respect de son engagement sur le coût prévisionnel des travaux.

Chaque fois qu'il constate que le projet qu'il a conçu ne permet pas de respecter ce seuil de tolérance et ceci avant même de connaître les résultats de la consultation lancée pour la passation des marchés de travaux le maître d'œuvre doit reprendre gratuitement ses études si le maître de l'ouvrage le lui demande.

Coût de référence des travaux

Lorsque le maître de l'ouvrage dispose des résultats de la consultation relative à la passation des marchés de travaux, le maître d'œuvre établit le coût total des travaux en valeur « M0 travaux », tel qu'il résulte de la consultation (coût de référence).

Ce coût est obtenu en multipliant le montant des offres considérées, tous critères confondus, comme « économiquement les plus avantageuses » pour le maître de l'ouvrage, par un coefficient d'actualisation égal au rapport de l'index BT01 (Indice Tous corps d'état) pris respectivement au mois M0 des offres travaux ci-dessus et au mois « M0 travaux » de référence. Ce coefficient est arrondi au millième supérieur.

Si le coût est supérieur au seuil de tolérance, le maître d'ouvrage peut déclarer la consultation infructueuse. Le maître de l'ouvrage peut également demander la reprise des études. Le maître d'œuvre a l'obligation de les reprendre, conformément au programme initial et sans que cela n'ouvre droit à aucune rémunération complémentaire, pour aboutir à un nouveau dossier de consultation des entreprises ou à une nouvelle base de négociation devant conduire à une offre respectant le seuil de tolérance.

Le maître d'œuvre fait des propositions dans ce sens dans un délai de deux semaines suivant le jugement des offres par le maître d'ouvrage.

Sur la base de cette nouvelle étude et après acceptation par le maître de l'ouvrage, le maître d'œuvre doit établir un nouveau dossier de consultation des entreprises dans un délai de deux semaines à compter de l'accusé de réception de cette acceptation afin de permettre au maître d'ouvrage de lancer une nouvelle consultation relative à la passation des marchés de travaux ou engager des négociations. L'établissement de ce nouveau dossier ne donne lieu à aucune rémunération complémentaire pour le maître d'œuvre.

4.2 Exécution de la mission de maîtrise d'œuvre après la passation des marchés de travaux

Coût de réalisation des travaux

Le coût de réalisation des travaux est le coût qui résulte de contrats de travaux passés par le maître de l'ouvrage pour la réalisation du projet. Il est égal à la somme des montants initiaux des marchés de travaux.

Le maître d'œuvre est réputé avoir prévu, dans le document ayant servi de base à la consultation des entreprises, tous les travaux nécessaires à la réalisation du programme et du projet.

Conditions économiques d'établissement

Le coût de réalisation est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois M0 correspondant au mois de remise de l'(ou des) offre(s) ayant permis la passation des contrats de travaux.

Tolérance sur le coût de réalisation des travaux

Le coût de réalisation des travaux est assorti d'un taux de tolérance. Ce taux de tolérance est de 2%.

Seuil de tolérance sur le coût de réalisation des travaux

Le seuil de tolérance est égal au coût de réalisation des travaux majoré du produit de ce coût par le taux de tolérance indiqué à 2% « Tolérance sur le coût de réalisation des travaux ».

Comparaison entre réalité et tolérance

Le coût constaté déterminé par le maître de l'ouvrage après achèvement de l'ouvrage est le montant, en prix de base, des travaux réellement exécutés dans le cadre des contrats, marchés, avenants, commandes hors

marchés intervenus pour la réalisation de l'ouvrage et hors révisions de prix, ramené en valeur « M0 travaux » par l'article BT01 (cf. article « Seuil de tolérance »).

Les modifications dans les travaux à exécuter, ou exécutés, engagées après signature des marchés de travaux, seront classées dans l'une des trois catégories suivantes, selon la cause de ladite modification :

- Modifications dans la consistance du projet résultant d'exigences nouvelles du maître d'ouvrage ;
- Modifications imprévisibles et qui s'impose au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre, par exemple par suite d'un changement de réglementation, ou de la défaillance technique ou économique d'une entreprise, etc...
- Modifications dans la consistance du projet apportées par le maître d'œuvre par suite d'erreurs ou d'imprévisions dans ses études, ou dans la conduite des travaux.

L'incidence totale des modifications relevant de la catégorie a) sera calculée par addition des travaux supplémentaires, et éventuellement des travaux en moins, si les suppressions envisagées nécessitent une reprise importante des dossiers. Le forfait de rémunération sera alors augmenté par avenant pour prendre en compte les études supplémentaires du concepteur rendues nécessaires du fait de ces modifications. La rémunération supplémentaire ne sera pas systématique mais devra être justifiée et sera négociée.

Les modifications relevant de la catégorie b) ne donneront pas lieu automatiquement à modification du forfait de rémunération, et seront débattues sur la base des justifications apportées par le maître d'œuvre sur leur incidence sur ses prestations. Dans l'hypothèse où il est établi que ces modifications induisent un travail supplémentaire pour le maître d'œuvre, son forfait de rémunération sera augmenté à juste proportion.

Seules les modifications relevant de la catégorie c) seront prises en compte pour le calcul du coût constaté soumis à pénalités pour dépassement du seuil de tolérance. Toutefois, ne seront pas comptabilisées dans cette incidence les travaux qui auront par ailleurs fait l'objet d'une indemnisation du maître de l'ouvrage par l'assurance professionnelle des concepteurs. Les modifications relevant de la catégorie c) ne donnent pas lieu à une augmentation du forfait de rémunération du maître d'œuvre.

Mesures conservatoires

Si en cours d'exécution de travaux, le coût de réalisation des ouvrages augmenté du coût des travaux non prévus (hors travaux modificatifs) dépasse le seuil de tolérance défini à l'article 4.2 « Tolérance sur le coût de réalisation des travaux » du CCP, des retenues intermédiaires peuvent être appliquées à la diligence du maître de l'ouvrage par fractions réparties sur les décomptes correspondants aux éléments de mission précédemment cités.

Article 5 Opérations de vérifications - décisions après vérifications

Les opérations de vérifications et les décisions consécutives à ces opérations sont soumises aux dispositions de l'article 20 du CCAG MOE.

L'achèvement de la mission fait l'objet d'une décision établie sur demande du prestataire par le maître de l'ouvrage et constatant que le titulaire a rempli toutes ses obligations.

Article 6 Garantie contractuelle

Sans objet.

Article 7 Retenue de garantie

Il n'est pas prévu de retenue de garantie.

Article 8 Modalités de détermination des prix

8.1 Répartition des paiements

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement au titulaire, ainsi qu'à ses co-traitants et sous-traitants éventuels.

8.2 Contenu des prix

Le prix du marché est réputé comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation ainsi que tous les frais afférents à l'assurance, et, de manière générale, toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations.

8.3 Prix de règlement



Forme des prix :

Les prix du présent marché sont fermes et actualisables.

Mois d'établissement du prix du marché :

Le prix du marché est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres, ce mois étant appelé « mois zéro ».

Choix de l'index de référence :

L'index de référence choisi en raison de sa structure pour l'actualisation des prix faisant l'objet du présent marché est l'indice INGENIERIE (ING) et se trouve sur le site du Moniteur Travaux Publics accessible sur le lien suivant : <http://www.lemoniteur.fr/indices-prix>

Si l'entreprise ne dispose pas d'un abonnement les données pourront lui être communiquées sur simple demande par la Direction des Constructions, du Patrimoine et de la Transition Ecologique.

En cas de disparition de l'index de référence « ING » en cours d'exécution du marché, il sera automatiquement substitué par l'index officiel de substitution appliqué en remplacement, par les parties. En l'absence d'index officiel de substitution, les parties pourront substituer un index adapté à la structure des coûts du marché par avenant.

Modalités d'actualisation de prix :

L'actualisation est effectuée par application d'un coefficient donné par la formule : $C_n = I(d-3) / I(o)$ dans laquelle $I(o)$ et $I(d-3)$ sont les valeurs prises respectivement au mois zéro et au mois $d-3$ par l'index de référence I du marché, sous réserve que le mois (d) de début du délai contractuel d'exécution des prestations soit postérieur de plus de 3 mois au mois zéro.

$$P = P_0 \times C_n$$

P = prix actualisé

P_0 = prix de base valeur initiale

Cette actualisation sera calculée à 3 chiffres arrondie au 1/1000e supérieur.

8.4 Application de la taxe à la valeur ajoutée

Il sera fait application du taux de TVA en vigueur au jour de l'exécution des services, sauf disposition réglementaire contraire.

Article 9 Avance

Une avance sera versée au maître d'œuvre dans les conditions prévues aux articles R.2191-3 à R.2191-12 du Code de la Commande Publique, et à condition que le titulaire n'ait pas renoncé à son versement dans l'acte d'engagement.

Le montant de cette avance est calculé conformément aux dispositions de l'article R.2191-7 du Code de la Commande Publique. Le pourcentage retenu pour le calcul de l'avance, selon ces dispositions, est fixé à 5%.

Le montant de l'avance versée au titulaire n'est ni révisable, ni actualisable.

Le paiement de l'avance intervient, sans formalité, dans le délai global de paiement fixé au présent document, décompté à partir d'une demande d'acompte « AVANCE ».

L'avance sera payée dans le délai de paiement prévu par le présent marché.

Article 10 Remboursement de l'avance

Par dérogation aux articles R2191-11 et R2191-12, le remboursement de l'avance est effectué en une seule fois, dès que l'avancement des prestations exécutées au titre du marché concerné aura atteint la limite de 65%.

L'avance n'est pas affectée par la mise en œuvre de la clause de variation des prix.

Article 11 Acomptes et paiements partiels définitifs

Les acomptes et paiements partiels définitifs seront versés au titulaire dans les conditions prévues aux articles L2191-4 et R2191-20 et suivants du code de la commande publique.

En complément de l'article 11 du CCAG MOE, le règlement des sommes dues au titulaire fait l'objet d'acomptes périodiques. Le maître d'œuvre présentera au maître de l'ouvrage ses notes d'honoraires.

Les dates de présentation des situations par le maître d'œuvre, de vérification et de validation par les représentants du maître d'ouvrage font foi.

Ces dates valent « accusé de réception », conformément au circuit de vérification imposé par le service.

11.1 Décomposition du forfait en partie d'éléments

Les éléments de mission du marché sont décomposés en partie d'éléments considérés comme des phases techniques d'exécution.

La valeur de la partie d'élément est fixée dans le tableau suivant par un pourcentage à appliquer à la valeur de l'élément tel que défini à l'article 3 du CCP.

Eléments de mission	Emission de l'acompte à	% élément
Projet	La remise du dossier projet La notification de l'approbation du projet	80% 20%
Assistance à la Passation des Contrats de travaux	Remise du dossier de consultation des entreprises La remise de l'analyse des offres La validation du rapport d'analyse La notification complète des marchés de travaux	40% 20% 20% 20%
Visa des études d'exécution réalisées par les entreprises	Suivant visa des études produites	au prorata de l'avancement de la mission
Direction de l'Exécution des Travaux	Suivant état avancement du chantier L'établissement décompte général travaux L'instruction des réclamations entreprises	85% * DET/n (n étant le nombre de mois de préparation de chantier + nombre de mois de chantier) 10% 5%
Assistance aux Opérations de Réception	Les opérations préalables de réception La levée des réserves à la réception La remise de l'ensemble du dossier des ouvrages exécutés Fin de la période de garantie parfait achèvement	30% 20% 30% 20%

11.2 Décompte final

Après constatation de l'achèvement total de sa mission dans les conditions prévues à l'article 5, le maître d'œuvre adresse au maître de l'ouvrage une demande de paiement du solde sous forme d'un projet de décompte final.

Ce décompte général et définitif se fera par la reprise totale de la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire et des modifications détaillées en plus ou en moins apportées lors de l'exécution, à la demande du Maître d'ouvrage.

Le décompte final établi par le Maître d'Œuvre comprend :

- Le forfait de rémunération ;
- La pénalité éventuelle pour dépassement du seuil de tolérance sur le coût qui résulte des contrats de travaux passés par le maître de l'ouvrage, telle que définie à l'article 4.2 « Comparaison entre réalité et tolérance » du présent CCP ;

- c) Les pénalités éventuelles susceptibles d'être appliquées au maître d'œuvre en application du présent marché ;
- d) La rémunération en prix de base, hors T.V.A. due au titre du marché pour l'exécution de l'ensemble de la mission ; cette rémunération étant égale au poste a) diminué des postes b) et c) ci-dessus.
- e) Les révisions de prix (le cas échéant) prévues au titre du marché, telles que définies à l'article 8 du présent CCP.

Ce résultat constitue le montant du décompte final.

11.3 Décompte général - État du solde

Le maître de l'ouvrage établit le décompte général qui comprend :

- a) Le décompte final ci-dessus ;
- b) La récapitulation du montant des acomptes arrêtés par le maître de l'ouvrage ;
- c) Le montant, en prix de base hors T.V.A., du solde. Ce montant étant la différence entre le décompte final et le décompte périodique antérieur.
- d) L'incidence de la T.V.A. ;
- e) L'état du solde à verser au titulaire. Ce montant étant la récapitulation des postes c), d) et e) ci-dessus.
- f) La récapitulation des acomptes versés ainsi que du solde à verser ; cette récapitulation constitue le montant du décompte général.

Le maître de l'ouvrage notifie au maître d'œuvre le décompte général et l'état du solde.

Le décompte général devient définitif dès l'acceptation par le maître d'œuvre, qui doit être signifiée dans les 30 jours suivant la réception du décompte général notifié par le maître d'ouvrage. A défaut de réponse dans le délai de 30 jours, et par dérogation à l'article 11.8 du CCAG MOE, le maître d'œuvre est réputé avoir accepté le décompte général et n'est plus fondé à le contester.

En cas de refus par le maître d'œuvre du décompte général notifié, le maître d'œuvre doit, dans le délai de 30 jours précité, remettre au maître d'ouvrage un mémoire en réclamation explicitant les motifs de ce refus et les sommes dont il demande le règlement, accompagné des pièces justificatives. Le maître d'ouvrage dispose d'un délai de deux mois, courant à compter de la réception du mémoire en réclamation, pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation. Le maître d'œuvre dispose, sous peine de forclusion, d'un délai de trois mois à compter de la réception de la décision de rejet de sa réclamation, ou de la formation d'une décision implicite de rejet, pour porter le contentieux devant la juridiction compétente. A défaut de saisine dans ce délai, le maître d'œuvre est réputé avoir accepté le décompte général.

Article 12 Paiement - établissement de la facture

12.1 Mode de règlement

Le délai global de paiement ne pourra excéder 50 jours selon les dispositions de l'article R2192-10 du code de la commande publique. Le règlement des dépenses se fera par mandat administratif suivi d'un virement.

Par dérogation aux dispositions prévues à l'article 11.5 du CCAG MOE et sous réserve des dispositions du code de la commande publique, le délai global de paiement se décompte :

- de la date d'admission de la prestation comme indiqué à l'article 5 du présent CCP, si l'établissement a reçu la facture avant validation du service fait ;
- de la date de réception de la facture si celle-ci est reçue après validation du service fait.

12.2 Présentation des demandes de paiement

Les demandes d'acomptes afférentes au présent marché portent, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- les nom, n° Siret et adresse du créancier ;
- le numéro et la date du marché ;
- la prestation exécutée ;
- le montant hors T.V.A. de la prestation exécutée ;
- le taux et le montant de la T.V.A. et les taxes parafiscales le cas échéant ;
- le montant total TTC des prestations exécutées.

Lorsque le titulaire du marché est groupé conjointement avec un tiers mandataire pour l'établissement de la facturation, la facture établie au nom du mandataire doit mentionner dans son en-tête le nom du mandant avec une formule « facture établie au nom et pour le compte du ».

Dans le cadre de la dématérialisation complète des factures, **une « pré-facture »** (correspondant à un projet de facturation) **devra systématiquement être transmise préalablement au dépôt de la facture** (acompte ou facture simple), **pour tout marché notifié.**

- Cette pré-facture reprenant les éléments facturables sera envoyée, sous format papier en un exemplaire ou par mail à l'adresse suivante : prefecture-DCP@chu-poitiers.fr.
- La validation de cette pré-facture sera faite par mail. (Correction de l'avancement des prestations, des prix unitaires erronés le cas échéant, etc.).

Cette pré-facture permettra, après prise en compte des modifications apportées s'il y a lieu, de déposer une facture conforme (avec les pièces justificatives) limitant les rejets et suspensions de paiement sous forme dématérialisée sur la plateforme CHORUS (cf. Annexes Dépôt CHORUS - DCP).

Pour transmettre vos factures au CHU, le code service : FAC_CDE_NON_DEMAT devra être renseigné ainsi que le numéro SIRET du débiteur : CHU 200 055 358 00010.

12.3 Paiement des cotraitants

Quelle que soit la forme du groupement, le mandataire est seul habilité à présenter des demandes de paiement au maître d'ouvrage. Lorsque les paiements doivent être effectués auprès de chaque membre du groupement, la demande de paiement présentée par le mandataire est décomposée en autant de parties qu'il y a de membres du groupement à payer séparément. La signature du mandataire sur ce document vaut acceptation par celui-ci des sommes à payer à chacun des cotraitants, compte tenu des modalités de répartition des paiements indiquées à l'acte d'engagement.

Le mandataire est seul habilité à formuler ou transmettre les réclamations de membres du groupement.

12.4 Paiement des sous-traitants

Modalités de paiement direct :

Le paiement des sous-traitants bénéficiant du paiement direct s'effectue selon les dispositions des articles L2193-11 à L2193-13 et R2193-10 à R2193-16 du code de la commande publique.

Il est cependant précisé que le titulaire du marché principal joint au projet de décompte une attestation indiquant la somme à régler par le maître de l'ouvrage à chaque sous-traitant concerné ; cette somme tient compte d'une éventuelle révision ou actualisation des prix prévue dans le contrat de sous-traitance et **distingue le montant HT à régler au sous-traitant, de la TVA à régler au titulaire.**

Dans le cas d'un groupement, la signature du projet de décompte par le mandataire vaut acceptation par celui-ci de la somme à payer éventuellement à chacun des entrepreneurs, compte tenu des modalités de répartition des paiements prévus au présent marché.

12.5 Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans les délais prévus par le code fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire. Ces derniers sont calculés conformément à la réglementation en vigueur.

Article 13 Clauses techniques

Mission de maîtrise d'œuvre (PRO – DCE – ACT – DET- VISA- AOR) pour la réparation de la passerelle de liaison entre le pôle régional de cancérologie et la tour Jean Bernard.

La mission portera sur les réparations structurelles de la passerelle et l'adaptation du clos couvert et des corps d'état secondaires nécessaire pour cela.

Les solutions structurelles devront tenir compte :

- de la fonctionnalité des quais logistiques à l'issue des travaux
- de la fonctionnalité des passerelles pendant les travaux

La solution structurelle de réparation de la passerelle sera la ligne conductrice des travaux à réaliser. En fonction de cette solution déclinerons les travaux de réparation du clos et couvert et des corps d'état secondaires.

La réparation structurelle de la passerelle est la cause de ces travaux, elle est également financièrement et techniquement prépondérante sur l'ensemble de l'opération.

Les dévoiements des réseaux nécessaires devront être identifiés par le MOE mais seront traités par le CHU dans le cadre de marché à bon de commande ou autre.

La mission comprend les demandes d'autorisation de travaux ou autres démarches administratives nécessaires.

Les marchés de travaux seront allotés.

13.1 dossier-projet (PRO)

- Conception générale,
- Matériaux préconisés,
- Solutions techniques et d'équipement retenues,
- Évaluations globales des coûts,
- Calendrier d'exécution.

13.2 Dossier de consultation des entreprises (DCE)

La maîtrise d'œuvre établira les documents ci-dessous afin de permettre aux entreprises de travaux consultées de remettre une offre en connaissance de cause :

- CCTP : Cahier des Charges Techniques Particulières,
- DPGF : Décomposition de prix global et forfaitaire,
- Plan de principe pour la consultation.

13.3 Analyses des offres (ACT)

Assiste la maîtrise d'ouvrage pour l'élection des entreprises candidates et analyse les offres.

13.4 Phase Chantier (DET)

13.4.1 Direction de l'exécution des travaux.

- Rédaction des ordres de service
- Direction des réunions d'études et de chantier et établissement des comptes rendus
- Vérification de l'état d'avancement des travaux
- Vérification que les prestations réalisées par le(s) titulaire(s) du (des) marché(s) de travaux sont conformes aux prescriptions techniques prévues au marché
- Vérification des demandes de paiement établies par les entreprises et proposition au MO de paiement d'acomptes
- Établissement du décompte final et l'état du solde des travaux
- Analyse des mémoires de réclamation établis par les entreprises
- Proposition de règlement pour le solde
-

13.4.2 Assistance au MO pour la réception des travaux (AOR)

- Organiser les opérations préalables à la réception de travaux
- Assurer le suivi des réserves formulées lors de la réception des travaux jusqu'à leurs levées
- Contrôler le dossier des ouvrages exécutés nécessaires à leur exploitation
- Assister le MO pendant la période de parfait achèvement

Article 14 Dispositions applicables en cas de titulaire étranger

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux administratifs français sont seuls compétents.

La monnaie de comptes du présent marché est l'euro(s). Le prix libellé en euro(s) restera inchangé en cas de variation de change.

Tous les documents, factures, modes d'emploi doivent être rédigés en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'union européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

Article 15 DELAIS - PENALITES POUR RETARD

15.1 Dispositions générales

En préalable, et par dérogation aux dispositions de l'article 16.2.1 du CCAG-MOE, le titulaire ne sera pas exonéré des pénalités inférieures à 1 000 €.

Toutes les pénalités sont applicables sans mise en demeure préalable.

Chaque jour calendaire commencé sera considéré comme dû.

Toutes les pénalités sont cumulables et sont décomptées par jour calendaire (y compris samedi, dimanche et jour férié).

Les pénalités ne sont pas assujetties à la TVA.

Des pénalités provisoires, calculées comme les pénalités de retard indiquées ci-après, seront déduites des acomptes mensuels dès constatation du retard ou du manquement par le maître d'ouvrage. En cas de constatation de la résorption totale ou partielle des retards par celui-ci, les pénalités provisoires pourront être levées en cours

d'exécution des prestations et les sommes déduites sur les factures mensuelles seront alors réglées sur la facture du mois suivant l'accord donné par le maître d'ouvrage (matérialisé par un certificat de l'ordonnateur) pour la levée des pénalités concernées.

Les pénalités définitives seront déduites de la facture finale, le cas échéant.

15.2 Délais – Pénalités phase « Etudes »

Délais

Les délais d'établissement des documents d'étude sont fixés comme suit :

PROJET	6 semaines
Etablissement du DCE (y compris QUANT)	2 semaines
ACT – Analyse des offres + Dossiers marchés	3 semaines
DOSSIER DES OUVRAGES EXECUTES (D.O.E.)	4 semaines

Le point de départ de ces délais est fixé à l'article 3 du présent document.

15.3 Pénalités de retard

Lorsque le délai fixé est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, une pénalité pour retard qui commence à courir le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré, sous réserve des stipulations des articles 15.3 du CCAG MOE.

$$P = \frac{V \times R}{500}$$

dans laquelle :

P = le montant de la pénalité

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard ou de l'ensemble des prestations, si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable.

R = le nombre de jours de retard imputable au titulaire.

Les pénalités de retard ne s'appliquent pas quand les jours de retard sont imputables à la personne publique. Chaque jour commencé sera considéré comme dû.

15.4 Pénalités diverses

15.4.1 Pénalités pour dépassement du seuil de tolérance

Si le coût constaté en valeur « M0 travaux » (marché de travaux et modification de catégorie c) du présent marché est supérieur au coût de référence augmenté de son seuil de tolérance tel que défini à l'article « Tolérance sur le coût de réalisation des travaux », le maître d'œuvre supporte une pénalité égale à 10 % de la différence entre le coût constaté et le coût de réalisation initial (article 4.1 du CCP « coût de référence des travaux » **Erreur ! Source du renvoi introuvable.**) augmenté de son taux de tolérance.

Cependant, le montant de cette pénalité ne pourra excéder 15% du montant de la rémunération du maître d'œuvre correspondant aux éléments postérieurs à l'attribution des marchés de travaux.

15.4.2 Absences aux réunions

Le maître d'ouvrage appliquera une pénalité forfaitaire de 150 € HT par absence de l'entreprise aux réunions pour lesquelles une convocation lui aura été adressée ou aux réunions de chantier.

Ces pénalités s'appliquent également dans le cadre de l'Année de Garantie de Parfait Achèvement aux réunions provoquées par le Maître d'Ouvrage ou celles prévues conformément au CCTP du présent marché.

15.4.3 Pénalités pour retard dans la remise d'un rapport ou de tout autre document demandé par le Maître d'Ouvrage

En cas de non remise des rapports conformément au calendrier d'exécution de la mission ou tout document demandé par le Maître d'Ouvrage, les pénalités sont appliquées sans mise en demeure, sur simple constat du retard. Le nombre de jours de retard est obtenu par différence entre la date de remise du document et la date limite.

Par dérogation à l'article 16 du CCAG MOE, en cas de retard dans la présentation de documents nécessaires à l'exécution des travaux (plans d'exécution, notes de calculs, notes techniques...) le maître d'œuvre subit sur ses créances des pénalités dont le montant par jour de retard calendaire est fixé à 300 euros.

En cas de retard dans la remise de documents après l'exécution des travaux, le maître d'œuvre subira une retenue égale à 300 euros HT par jour calendaire.

15.4.4 Pénalités pour deux ajournements successifs de réception des prestations

Dans l'hypothèse où la procédure d'admission des prestations prévue au présent article aboutirait au prononcé de deux ajournements successifs de la part du CHU pour un même document, le titulaire pourra se voir appliquer une pénalité de 150 € par jour.

Cette pénalité est due à compter du jour de la réception, par le titulaire, de la deuxième décision d'ajournement prise par la personne publique pour un même document.

Le décompte du nombre de jours de pénalité retenu se termine à la date de réception par la personne publique du document corrigé et complet. Chaque jour commencé sera considéré comme dû.

15.4.5 Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs

Les personnels du prestataire qui interviendront sur le site devront se conformer au Cahier des Consignes Générales d'Intervention (CCGI). Tout manquement pourra être sanctionné par l'application des pénalités et mesures prévues au sein dudit document.

15.4.6 Défaillance dans la mise en œuvre des opérations de réception

Si le maître d'œuvre ne procède pas aux opérations préalables à la réception dans le délai fixé à l'article 41.1 du CCAG travaux, un abattement de 50 % sur la partie "réception" de l'élément de mission AOR sera opéré.

De plus, si, bien que dûment convoqué, il est constaté que le maître d'œuvre n'est pas présent ou représenté à la date fixée par la personne publique pour la réalisation des opérations préalables à la réception, ou si, bien que présent ou représenté, il refuse de procéder aux OPR, un abattement complémentaire de 50 % sur la partie "réception" de l'élément de mission AOR sera opéré.

En outre, le maître de l'ouvrage appliquera une pénalité forfaitaire de 1.000 euros.

Par ailleurs, si la personne publique a fait appel à un assistant éventuel pour l'assister dans les opérations préalables à la réception, le coût de cet assistant sera porté au débit du maître d'œuvre.

Par ailleurs, le délai d'établissement par le maître d'œuvre de la proposition de réception des travaux est celui fixé par les cahiers des charges des marchés de travaux (CCP ou CCAG travaux rendu contractuel) passés sous le contrôle du maître d'œuvre. Par dérogation à l'article 16 du CCAG MOE, en cas de retard dans l'établissement de la proposition de réception des travaux, le maître d'œuvre encourt des pénalités dont le montant est fixé par jour de retard calendaire à 1/200e du montant en prix de base hors TVA de l'élément de mission Assistance aux Opérations de Réception (AOR) et pendant la garantie de parfait achèvement.

15.4.7 Pénalités durant l'année de parfait achèvement des travaux

Des pénalités sont appliquées également dans le cadre de l'année de Garantie de Parfait Achèvement (GPA) notamment aux réunions provoquées par le Maître d'Ouvrage. Les montants des pénalités qui pourront être appliqués sont mentionnés à l'article 15.3.2 « Absences aux réunions » du présent CCP.

15.4.8 Pénalités pour non-levées des réserves

Le Titulaire du marché dispose du ou des délai(s) mentionné(s) au sein du PV de réception, à compter de la date de réception, pour lever les réserves mentionnées au PV de réception. A défaut de la mention d'un délai au PV de réception, celui-ci sera d'un mois à compter de la date de réception. En cas de dépassement de ce délai, le Titulaire encourt une pénalité de 200 € par jour calendaire de retard au-delà de 1 mois à compter de la réception.

Ces pénalités seront encourues de plein droit, sans exigence d'une mise en demeure préalable, du simple fait de la constatation du retard par le maître d'ouvrage.

Article 16 Dispositions diverses

16.1 Assurance

En dérogation à l'article 9 du CCAG MOE, les dispositions à prendre en termes d'assurances sont les suivantes.

Chacun des membres de l'équipe de conception et/ou maîtrise d'œuvre devra être titulaires des polices d'assurance mentionnées ci-après, souscrites auprès d'assureurs notoirement solvables.

16.1.1 Responsabilité Civile (en cours de chantier, professionnelle et après livraison)

Le maître d'œuvre et, le cas échéant, ses sous-traitants devront chacun être garantis par une police de responsabilité civile destinée à couvrir les conséquences de la responsabilité civile lui incombant, en vertu des articles 1382 et suivants du Code Civil en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le maître de l'ouvrage, à la suite de tous dommages corporels, matériels et immatériels, intervenus avant, pendant et après les prestations, objets du présent marché, et causés soit du fait du personnel de l'entreprise ou de ses préposés, soit du fait de ses prestations.

Cette garantie devra valoir tant avant, qu'en cours de travaux et qu'après réception, aussi longtemps que la responsabilité de l'intervenant peut être recherchée.

Pour les chantiers inférieurs à 15.000.000€ et ne présentant pas du fait de l'imbrication complexe dans des existants ou des avoisinants de risque aggravé, la garantie avant travaux, en cours de travaux et après réception ne devra pas être inférieure à :

- 3.000.000 d'€uros par sinistre et 6.000.000 d'€uros par année d'assurance pour les dommages
- Corporels
- Dommages corporels : 10 000 000 d'€uros, par sinistre
- Dommages matériels : 5 000 000 d'€uros par sinistre
- Dommages immatériels consécutifs : 1 500 000 d'€uros par sinistre
- Dommages matériels non consécutifs à un dommage corporel et matériel : 300 000 d'€uros par sinistre.

La garantie devra être étendue aux dommages aux existants et à la réparation des dommages dus à l'effondrement d'ouvrage en cours de travaux.

La personne publique appréciera si des montants de garantie présentés différemment peuvent être considérés comme équivalents à ces minima.

16.1.2 Responsabilité Décennale

Le titulaire et, le cas échéant, ses sous-traitants doivent être garantis par une police couvrant, pendant dix ans, les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-2 et 2270 du Code civil.

En cas de travaux sur existant, ces garanties doivent impérativement comporter une clause d'extension, dans les conditions similaires à celles prévues par la loi du 4 janvier 1978 et par l'annexe I de l'article A 243-1 précitée, aux dommages consécutifs aux travaux neufs, subis par les parties anciennes de la construction.

16.1.3 Attestation d'assurance

Par dérogation et complément à l'article 9.1.3 du CCAG MOE, les attestations d'assurance de responsabilité civile et responsabilité décennale exigées des intervenants devront être :

- Transmises à l'attribution de l'offre : cette dernière sera considérée comme incomplète et par conséquent rejetée, faute de fourniture de l'un de ces documents ;
- Adressées à tout moment de l'exécution de l'ouvrage sur simple demande de la personne publique ou maître d'ouvrage et dans un délai de 20 jours calendaires ; faute de respecter cette formalité, le marché de l'intervenant pourra être résilié de plein droit à ses torts exclusifs.

Nous rappelons que conformément à l'article 30.1 du CCAG MOE, le défaut d'attestation d'assurance peut conduire à la résiliation du marché au torts du Maître d'œuvre.

L'attestation d'assurance décennale, devra :

- Comporter mention que la couverture des dommages de nature décennale est accordée en concurrence du coût des travaux de réparation de l'ouvrage à la réalisation duquel l'assuré a contribué ainsi que des ouvrages existants, totalement incorporés dans l'ouvrage neuf et qui en deviennent techniquement indivisibles, au sens du II de l'article L. 243-1-1 ;
- Comporter le montant des garanties complémentaires des dommages immatériels et des existants ;
- Comporter la mention des missions garanties, en cohérence avec celles effectivement assumées ;

- Mentionner la période de validité de l'assurance, cette période devant inclure la date de Déclaration d'Ouverture du Chantier à l'administration concernée.

Aucun règlement de situation ou de solde ne sera effectué sans présentation d'un certificat d'assurance conforme.

Les attestations produites devront être datées de moins de trois mois et émaner de la Compagnie d'assurance elle-même sur son papier à en-tête. L'attestation Responsabilité Civile devra comporter mention que l'assuré est à jour de ses primes.

16.2 Logiciels

Sans objet.

16.3 Notification électronique

La personne publique notifiera les documents modifiant le marché (avenant, acte spécial de sous-traitance etc, ...) par voie électronique. A cette fin, la plateforme de dématérialisation PLACE sera utilisée afin de garantir la confidentialité et la traçabilité des échanges.

En cas de groupement, la notification se fait au mandataire pour l'ensemble du groupement.

16.4 Protection des données

Cet article a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le titulaire du marché traite les données à caractère personnel dans le cadre de l'exécution des prestations objets du présent marché.

La personne publique est désignée ci-après « Responsable du traitement » et le « titulaire du marché » est désigné « sous-traitant ».

Dans le cadre de l'exécution du présent marché, les parties s'engagent à respecter le règlement 2016/679 du parlement européen et du conseil du 27 avril 2016 applicable en France à compter du 25 mai 2018 : Règlement européen sur la protection des données ci-après désigné « RGPD ».

- Objet et description du traitement :
 - Le sous-traitant est autorisé à traiter pour le compte du Responsable de traitement les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations objets du présent marché,
 - La nature des opérations réalisées sur les données à caractère personnel est limitée aux prestations objet du présent marché (diagnostic des événements signalés par le Responsable du traitement, des actions curatives correspondantes),
 - Les données à caractère personnel traitées sont les données des patients du Responsable du traitement ainsi que les données des employés du responsable du traitement ou de toutes personnes physiques intervenant pour les besoins des patients du Responsable de traitement.
- Le sous-traitant s'engage à :
 - Traiter les données à caractère personnel uniquement sur instructions du « responsable du traitement » et pour les finalités citées ci-dessus,
 - Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché, en s'interdisant toute communication à un tiers sans accord du responsable du traitement,
 - Faire intervenir des personnes soumises à une obligation légale et appropriée de confidentialité et ayant reçu une formation adaptée,
 - Mettre en œuvre les mesures techniques et organisationnelles appropriées afin de garantir un niveau de sécurité adapté au risque (pseudonymisation, chiffrement, etc.), et en informer le responsable du traitement,
 - Détruire ou renvoyer sans copie toutes les données personnelles soumises au traitement dès la fin du besoin de leur utilisation, et au plus tard dans les délais prévus par le règlement,
 - Notifier sans délai les violations de données à caractère personnel au responsable du traitement,
 - Apporter l'assistance à la personne publique pour l'instruction des demandes d'exercice du droit des personnes concernées : droit d'accès, rectification, effacement, opposition, etc.
 - Tenir par écrit un registre recensant les traitements effectués, précisant les dates et heures, durées, et les personnes ayant procédé aux opérations,
 - Solliciter l'autorisation du maître d'ouvrage avant de recruter un sous-traitant de second rang,
 - Répondre des éventuelles fautes commises par le sous-traitant de second rang à l'égard du maître d'ouvrage,
 - Mettre à la disposition de la personne publique la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes les obligations imposées par le RGPD.
- Obligations de la personne publique :

Le DPD (Délégué à la protection des données, ou DPO) du CHU de Poitiers et du GHT est M. Pierre TAVEAU – dpd@chu-poitiers.fr

Le Responsable du traitement s'engage à :

- Fournir au sous-traitant les seules données à caractères personnel strictement nécessaires à l'exécution du présent marché,
- Mettre en œuvre les mesures techniques et organisationnelles appropriées afin de garantir que le traitement est effectué conformément aux textes susvisés,
- Informer les personnes dont les données personnelles sont traitées à tout moment de leur collecte,
- Traiter les demandes d'accès, de modification, et le cas échéant de suppression, aux données formulées par les personnes concernées.

Le responsable du traitement pourra diligenter à tout moment un audit de vérification des mesures mises en œuvre par le sous-traitant.

Article 17 Règlement des litiges

17.1 Règlement amiable

La recherche d'un règlement amiable entre les parties est un préalable **obligatoire** au recours contentieux.

Dès lors, les parties s'engagent dans un premier temps à rechercher une solution à leur litige par des échanges et rencontres. En cas de désaccord, le titulaire transmettra au maître d'ouvrage un mémoire en réclamation exposant les motifs du différend et indiquant, le cas échéant, pour chaque chef de contestation, le montant des sommes réclamées et leur justification. Ce mémoire devra être communiqué au maître d'ouvrage dans le délai de trente jours calendaires, courant à compter du jour où le différend est apparu, sous peine de forclusion, par dérogation à l'article 35.2 du CCAG MOE.

Le Maître d'ouvrage dispose d'un délai de deux mois, courant à compter de la réception du mémoire de réclamation, pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.

Si les parties parviennent à un accord, elles procéderont à la signature d'un protocole transactionnel formalisant leur l'accord définitif.

Elles pourront également avoir recours à la conciliation, à la médiation, notamment auprès du médiateur des entreprises, ou à l'arbitrage, dans les hypothèses et les conditions prévues par le code de la commande publique ou encore saisir l'instance consultative suivante :

Comité Consultatif Interrégional de Règlement Amiable des Différends ou Litiges relatifs aux Marchés publics de Bordeaux (CCIRA).

Esplanade Rodesse
103 bis, rue Belleville
BP 952
33063 BORDEAUX Cedex

Pour ce faire, la partie la plus diligente saisira le CCIRA de Bordeaux dans les conditions mentionnées ci-dessous :

« Le demandeur doit produire un mémoire expliquant les motifs du différend, et le cas échéant, la nature et le montant des réclamations. Ce mémoire est accompagné des pièces contractuelles du marché, des courriers échangés et tout document relatif au différend.

L'envoi de ce dossier doit être adressé par courrier recommandé avec accusé réception ou déposé contre récépissé au secrétariat du comité compétent. Un envoi complémentaire dématérialisé peut être réalisé par courriel au secrétariat du comité. »

A noter que la saisine du CCIRA, ainsi que leur instruction, est gratuite ; seuls sont à la charge du saisissant les frais d'envoi et de reprographie des pièces, ainsi que, le cas échéant, les frais d'avocat (dont le ministère n'est pas obligatoire). La partie qui saisit d'un différend le comité consultatif de règlement amiable compétent supporte les frais de l'expertise, s'il en est décidé une, dans l'attente du règlement amiable définitif du différend.

Enfin, la saisine de ce Comité interrompt le cours des différentes prescriptions et suspend les délais de recours contentieux, jusqu'au jour suivant la notification au titulaire du marché de la décision expresse prise par le maître d'ouvrage sur l'avis rendu par le comité. Cependant, elle n'empêche ni de former un référé-expertise, ni d'introduire une requête au fond devant le juge administratif, et n'oblige pas celui-ci à surseoir à statuer jusqu'au rendu de l'avis.

Pour plus de renseignements, consultez le lien ci-dessous :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/reglement-amiable-des-litiges>

Le CCIRA émettra un avis facultatif.

En cas d'agrément de l'avis du CCIRA par les parties, celles-ci procéderont à la signature d'un protocole transactionnel basé sur les éléments contenus dans cet avis. Ce protocole formalisera l'accord définitif des parties, celles-ci renonceront en conséquence à toute action et tout recours ultérieur qu'il soit amiable ou contentieux, devant quelque instance que ce soit, pour tout point objet du dudit protocole et lié à l'objet du litige.

En cas de refus de l'avis du CCIRA par l'une ou l'autre des parties, celle-ci pourra déposer un recours contentieux.

17.2 Règlement contentieux

En cas d'échec de règlement amiable, les parties octroient compétence au Tribunal Administratif de Poitiers.

Tribunal Administratif de Poitiers

Hôtel Gilbert

15 rue Blossac – BP 541

86020 POITIERS Cedex

Téléphone : 05.49.60.79.19

Télécopie : 05.49.60.68.09

Cette instance pourra également délivrer les renseignements nécessaires relatifs aux voies et délais de recours.

Les litiges portant sur des actions civiles relatives à la propriété littéraire et artistique relevant de l'article L. 331-1 du code de la propriété intellectuelle sont de la compétence exclusive du juge judiciaire.

Article 18 Résiliation

En cas de résiliation, celle-ci interviendra en conformité avec les articles 28 à 32 du CCAG-MOE.

Par dérogation à l'article 33 du CCAG-MOE, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de faire exécuter une prestation aux frais et risques du titulaire du marché en cas de défaillance de ce dernier, et ce sans avoir à prononcer la résiliation du marché.

En cas de résiliation ou d'annulation du marché suite à un recours en contestation de validité contractuelle, le titulaire du marché ne pourra réclamer aucune indemnité.

Article 19 Modification de l'accord cadre-clause de réexamen

En application des articles L2194-1 et R2194-1 et suivants du code de la commande publique, des avenants pourront être conclus en cours de marché dans les cas suivants (liste non exhaustive) :

- Motif d'intérêt général n'apportant pas de modification substantielle au contrat initial
- Transfert de contrat dans le cas d'opérations de restructurations de société, réorganisation administrative de nature purement interne du cocontractant du pouvoir adjudicateur, désignation d'un tiers pour la gestion commerciale etc sous réserve de maintien des conditions du contrat
- Variation de prix en cas de survenance d'évènements qui pourraient altérer en cours d'exécution l'équilibre financier du contrat (par exemple changement de normes)
- Changement de protocole dans les établissements de santé (pratiques ou mesures de sécurité)
- Précisions concernant des prestations complémentaires relevant de l'objet du contrat
- Prolongation du marché dans des circonstances dûment justifiées
- Précisions suite à erreur matérielle
- Dans le cadre de l'article 3.5 du CCAG MOE, en cas de substitution du mandataire du groupement, cette modification fait l'objet d'un avenant précisant la nouvelle répartition des prestations et de la rémunération afférente.
- Circonstances imprévues ou imprévisibles (difficultés matérielles rencontrées en cours d'exécution d'un marché)
- Prestations supplémentaires qui sont devenues nécessaires dans la mesure où ces prestations supplémentaires n'entraîneraient pas une augmentation de l'accord cadre supérieure à 50 % du montant initial et à la double condition qu'un changement de contractant :

- serait impossible pour des raisons économiques ou techniques telles que l'obligation d'interchangeabilité ou d'interopérabilité avec les équipements, services ou installations existants achetés dans le cadre de leur marché initial et ;
- présenterait un inconvénient majeur ou entraînerait une augmentation substantielle des coûts.

La liste des prestations figurant n'est pas exhaustive et des prestations ne figurant pas sur cette liste pourront être rattachées à ce marché, sous réserve qu'elles relèvent de l'objet du présent marché et de la catégorie de prestations attribuées au titulaire.

Article 20 Obligations du titulaire

20.1 Protection de la main d'œuvre et des conditions de travail

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements, relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail du pays, où cette main d'œuvre est employée. Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main d'œuvre est employée. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution de l'accord cadre et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du pouvoir adjudicateur.

Le titulaire remet à la personne publique une attestation sur l'honneur indiquant son intention ou non de faire appel pour l'exécution des prestations, objet du marché, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.

Le titulaire du marché produira tous les six mois la déclaration relative à la lutte contre le travail dissimulé ainsi que les certificats sociaux et fiscaux en application de l'article L8222-2 du code du travail.

En application de l'article L 8222-6 du code du travail, et si le titulaire ne respecte pas les formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 de ce code ; le CHU pourra rompre le marché, sans indemnité, aux frais et risques du titulaire.

L'application de ces sanctions sera conditionnée par le respect du processus imposé par l'article L 8222-6 du code du travail.

20.2 Modification des données administratives

Le titulaire de du marché doit informer le CHU de Poitiers – Direction des Constructions, du Patrimoine et de la Transition Ecologique – Unité Marchés Budget – 2, rue de la Milétrie – CS 90577 – 86021 POITIERS cedex, de tout changement concernant :

- sa raison sociale (nouveau nom ou statut de l'entreprise) : un extrait Kbis du registre du commerce et l'extrait des Annonces Légales Juridiques traduisant ce changement devront être alors adressés,
- son compte de règlement : le titulaire adressera un courrier précisant qu'il veut être payé à un nouveau compte que celui indiqué sur l'accord cadre en joignant un relevé.
- Le destinataire du paiement : le titulaire adressera un courrier explicatif de ce changement avec un relevé de compte de paiement du nouveau destinataire.

Ces changements doivent être signalés impérativement au CHU de Poitiers avant toutes nouvelles facturations. Le paiement des factures sera suspendu tant que le CHU de Poitiers ne sera pas en possession des documents nécessaires ou jusqu'à la signature d'un avenant éventuel.

20.3 Protection contre l'amiante

Sans objet.

20.4 Droit d'exclusivité

Sans objet.

20.5 Clause de discrétion

Le titulaire s'engage à ne pas divulguer, ni à utiliser, à d'autres fins que l'exécution du présent marché, les informations qu'il est amené à connaître, directement ou indirectement, du fait de l'exécution du marché.

De même, le titulaire s'engage pour lui ou pour toute autre personne agissant pour son compte à tenir confidentielle toute autre communication ou renseignements, documents, objets quelconques, que celle expressément prévue au présent marché et ne faire, dans les mêmes conditions, aucune communication sur les missions qui lui sont confiées.

La personne publique sera fondée à résilier de plein droit le présent marché sans indemnités, en cas de manquement du titulaire ou de l'un de ses cocontractants à l'obligation de discrétion.

Article 21 Dérogations aux documents généraux

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du présent CCP sont les suivantes :

Dérogation à l'article suivant du CCAG-MOE	Par l'article suivant du CCP
4.1	2 Documents contractuels
27	3 Décomposition en phases et délais
11.8	11.3 Décompte général - État du solde
11.5	12 Mode de Règlement
16.2.1	15.1 Dispositions générales
16	15.3 Pénalités diverses
9	16.1 Dispositions diverses
35.2	17.1 Règlement amiable
33	18 Résiliation

Les dispositions du CCAG relatif aux marchés de maîtrise d'œuvre sont applicables au présent marché :

- dans la mesure où elles ne sont pas contradictoires avec le présent CCP
- pour toutes les clauses non précisées dans le présent document.

Fait à Poitiers, le 16 janvier 2025
Frédéric MARCHAL

Directeur
Constructions, Patrimoine
Et Transition Ecologique